Les instituteurs alsaciens et la bataille du catéchisme sous la Révolution

*Alsatian primary school teachers and the battle of the catechism during the
French Revolution*

*Die elsässischen Grundschullehrer und die Schlacht um den Katechismus zur
Zeit der Revolution*

Chantal Vogler

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/2588>

DOI : 10.4000/alsace.2588

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 7 novembre 2017

Pagination : 123-144

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Chantal Vogler, « Les instituteurs alsaciens et la bataille du catéchisme sous la Révolution », *Revue d'Alsace* [En ligne], 143 | 2017, mis en ligne le 01 septembre 2019, consulté le 24 mars 2020. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/2588> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.2588>

Les instituteurs alsaciens et la bataille du catéchisme sous la Révolution

Chantal Vogler

123

La Révolution française a créé un choc violent sur les anciens maîtres d'école, appelés instituteurs par décret de la Convention du 12 décembre 1792¹. Au départ le serment de fidélité à la Constitution ne touche que les catholiques, mais la République de 1792 a ensuite exigé un « certificat de civisme » et a voulu une politique de déchristianisation. Les catholiques n'ont pas supporté le remplacement du catéchisme par la récitation de la Déclaration des Droits de l'homme, mais du côté protestant on a tenté d'appliquer la loi. La crise a été aggravée par la volonté d'imposer « la francilisation ». Aucun financement d'État n'a été créé. En 1800 le premier préfet du Bas-Rhin, Laumond, rétablit une école primaire dans chaque village.

Dans son ouvrage, *Notes sur l'instruction primaire en Alsace pendant la Révolution* (1910), Rodolphe Reuss a travaillé sur une quantité d'archives, surtout les procès-verbaux du directoire du département du Bas-Rhin et ceux de la municipalité de Strasbourg. Sur le Haut-Rhin, il n'a dépouillé que les archives de Colmar, très laconiques sur le sujet, pour la période 1790-1792, car son travail de recherche à Colmar a été interrompu par la guerre². Il a aussi utilisé surtout Charles Hoffmann, *L'Alsace au XVIII^e siècle*, vol II, 1906, M. Sorgius, *Volksschulen im Elsass von 1789-1870*, Strasbourg, 1902, à qui il reproche de s'être trop borné à l'aspect législatif, Véron-Réville, *Histoire de la Révolution dans le département du Haut-Rhin*, Colmar,

1. *Recueil des lois et règlements concernant l'instruction publique*, Paris, 1814, I, 2^e section, p. 1. Rodolphe REUSS, *Notes sur l'instruction primaire en Alsace pendant la Révolution*, Paris-Nancy, Berger-Levrault, 1910, p. 106.

2. Rodolphe REUSS, *Notes sur l'instruction primaire en Alsace pendant la Révolution*, op. cit., p. 4 et p. 207, n. 1.

1865, mais il regrette que ce conseiller à la cour de Colmar n'ait pas indiqué de références précises à ses sources, si bien que Rodolphe Reuss n'a pas pu les vérifier.

La situation antérieure

Au XVIII^e siècle, l'enseignement primaire dépend des paroisses, et l'antagonisme entre les confessions religieuses fait qu'il est plus développé que dans le reste de la France³. Les écoles privées et les précepteurs particuliers ne se rencontrent que dans les villes⁴. Les maîtres d'école sont sous la tutelle du clergé ou des pasteurs ; dans l'église elle-même ils sont chantres, organistes et sacristains, ils sonnent les cloches et balaient. Le curé ou le pasteur ont voix prépondérante dans leur nomination dans les villages. Dans les villes, c'est le Magistrat qui décide. Dans le comté de Hanau-Lichtenberg, c'est le consistoire de Bouxwiller qui nomme au nom du landgrave de Hesse-Darmstadt. La durée des contrats est variable, un à trois ans normalement, avec renouvellement ou par tacite reconduction. Ils sont rémunérés normalement par les parents d'élèves et leur situation matérielle est précaire, d'où leur peu d'instruction. Ils exercent parfois une autre profession, comme tailleur ou cordonnier.

Il n'y a aucune obligation scolaire et l'absentéisme des élèves est courant. Les élèves ne viennent en général qu'en hiver. Dans certains villages, les instituteurs sont congédiés de Pâques à la Saint-Martin (11 novembre)⁵.

L'enseignement primaire est en allemand, sauf dans les régions francophones, comme Belfort, ou de parler roman, tel le Ban de la Roche où le pasteur Jean Frédéric Oberlin, en poste sous la Révolution, a innové en matière d'enseignement.

3. L'étude de l'enseignement primaire antérieur a été fait par Rodolphe Reuss dans *L'Alsace au dix-septième siècle*, II, p. 369-395 et par Charles Hoffmann, *L'Alsace au dix-huitième siècle*, Colmar, II, 1906, p. 1-76.

4. Sur les écoles privées, Rodolphe REUSS, *Notes sur l'instruction primaire en Alsace pendant la Révolution*, *op. cit.*, p. 12-14.

5. Sur l'absentéisme scolaire, Rodolphe REUSS, *op. cit.* p. 8-9.

Fig. 1 : Catéchisme de Luther, page de couverture dans une édition ancienne.

Tous les livres de lecture sont confessionnels, catholiques, protestants ou juifs. On apprend la lecture et l'écriture, mais très peu le calcul. Chaque classe commence et finit par la prière ou le chant d'un cantique. Les livres de lecture, apportés par les élèves, sont l'Abécédaire et le catéchisme. Du côté protestant la Bible s'y ajoute. À Strasbourg, le plan d'études des luthériens est conservé pour 1784 : les enfants viennent deux heures le matin et trois l'après-midi, sauf le jeudi et le samedi où ils n'avaient classe que le matin⁶ : la Bible, l'histoire biblique et le catéchisme de Luther tiennent une place essentielle.

Les élèves étaient groupés en alphabétaires (*Abschüler*), commençants (*Buchstabierende*) et plus exercés (*Lesende*)⁷. Les châtiments corporels étaient d'usage ordinaire et la Révolution les interdit. Quant à l'enseignement des filles, il était d'abord consacré au tricotage⁸.

6. M. Sorgius, *Die Volksschulen im Elsass von 1789-1870*, 1902, p. 4-5.

7. Rodolphe REUSS, *op. cit.*, p. 7, n. 1.

8. *Ibid.*, p. 7-8 et n.1 de la p. 7.

L'obligation du serment et le schisme catholique

La confiscation des biens d'Église, mis à la disposition de la Nation le 2 novembre 1789, a touché le financement des maîtres d'école catholiques salariés par les églises ou les chapitres. Dès septembre 1792, ceux de Saint-Pierre-le-Vieux, Saint-Pierre-le-Jeune et Saint-Marc à Strasbourg, rémunérés par les chapitres, ne sont plus payés : ils demandent à l'administration départementale de leur verser leur traitement. Celle-ci décide que les biens sous séquestre serviront à les payer et le receveur du clergé est chargé de le faire.

126

La Constitution civile du clergé adoptée le 12 juillet 1790, rejetée par le clergé réfractaire, conduit la Constituante à exiger de tous les prêtres le serment civique en novembre 1790 et de tous les instituteurs un serment de fidélité à la constitution⁹. D'où un schisme très grave entre assermentés et réfractaires. L'Alsace est une province où le refus de serment a été massif : le Bas-Rhin a enregistré près de 85 % de réfractaires, sauf dans la région de Belfort. Les prêtres constitutionnels sont généralement très mal accueillis. Les maîtres d'école catholiques se rangent en majorité du côté des prêtres réfractaires : ils refusent de servir la messe des constitutionnels. L'abbé Kaemmerer, un prêtre constitutionnel venu d'outre-Rhin pour enseigner au séminaire de l'évêque Brendel, écrit dans son journal *Die neuesten Religionsbegebenheiten in Frankreich* du 30 septembre 1791 « les maîtres d'école alsaciens sont généralement des êtres grossiers, vaniteux, opiniâtres et stupides » (« *Knorzige, aufgeblähte, unbeugsame und erzdumme Geschöpfe* »), qui savent se faire admirer du peuple grâce à leur fanatisme religieux, et qui lui inculquent leur ignorance crasse et leurs invectives terrifiantes contre les prêtres constitutionnels. La conviction que la nouvelle Constitution, si sage, si humaine, ne veut plus de convertisseurs, qu'on ne doit plus insulter les chrétiens protestants, mais les traiter en frères, que tous les pèlerinages, mômeries et actes de prestidigitation doivent être bannis de la chrétienté catholique les révolte ». À Oberlauterbach, l'instituteur

9. *Ibid.*, p. 52, n. 1. Claude MULLER, *L'Alsace et la Révolution*, Éditions place Stanislas, 2009, publie p. 77 une peinture du révolutionnaire de Colmar Jean Jacques Kraft illustrant la prestation de serment civique en 1793 (Musée d'Unterlinden à Colmar).

cache les ornements d'église au nouveau curé et l'empêche de dire la messe, avec la complicité du maire qui refuse de se revêtir de l'écharpe tricolore¹⁰.

Le conflit entre « cléricaux » et « patriotes » s'aggrave avec la révocation systématique des instituteurs insermentés décidée après la nuit du 10 août 1792 qui met fin à la monarchie. L'administration du Bas-Rhin envoie dès le 25 janvier 1792 un rapport alarmiste à l'Assemblée Nationale : elle a été obligée de destituer plusieurs instituteurs qui ont refusé d'assister les prêtres constitutionnels. Mais les assermentés nommés d'office ne connaissent pas « les premiers éléments de l'instruction » selon un nouveau rapport du 2 août 1791¹¹.

127

Les jureurs affrontent la grève des écoliers. Les communes cherchent à s'en défaire et quelquefois les expulsent de force. C'est le cas à Kuttolsheim¹², Kirchheim¹³ et Ingwiller où l'instituteur catholique assermenté de cette ville à majorité protestante est privé d'élèves¹⁴. À Mertzwiller, les paysans se ruent sur la maison de l'instituteur, saccagent sa maison et son jardin et le blessent, ainsi que sa femme et ses enfants, dès juillet 1792. Il est contraint à partir¹⁵.

À Strasbourg, la municipalité tente de réorganiser les écoles catholiques entre 1791 et 1793. Le 31 janvier 1792. Le département l'autorise à créer dans chacune des six paroisses catholiques de la ville un instituteur et une institutrice. Le traitement sera de 800 livres pour l'instituteur et 450 livres pour l'institutrice, à la charge de la commune, sans aucune autre rétribution que le traitement fixe. On nommera des aides si le nombre d'élèves l'exige¹⁶. Le 1^{er} avril 1792 on fermera toute école où le maître ne serait pas assermenté. La prestation de serment de tous les maîtres d'école nommés a lieu le 4 juin 1792 ; l'école Sainte-Barbe est fermée le même jour pour refus de serment¹⁷.

10. PV du 18 mai 1792. Rodolphe REUSS, *op. cit.*, p. 61 et n. 1.

11. Rodolphe REUSS, *op. cit.*, p. 59 et n. 2.

12. *Ibid.*, p. 57.

13. *Ibid.*, p. 62-63.

14. *Ibid.*, p. 65.

15. *Ibid.*, p. 65.

16. *Ibid.*, p. 100.

17. *Ibid.*, p. 101 et n. 3 et 4 ; *Délibérations du conseil municipal*, III, p. 293 et 365.

À Colmar, en mai 1790, la municipalité fait appel aux sœurs de la Providence pour diriger les écoles de filles : trois en allemand, une en français, avec enseignement de la lecture et de l'écriture, outre les travaux manuels. Le règlement est approuvé par l'évêque de Bâle. Les sœurs enseignent jusqu'à septembre 1791, mais leurs écoles sont fermées pour refus de serment¹⁸. Le 29 octobre 1791, la municipalité ouvre un concours pour les places de maîtres et maîtresses d'école catholiques, concours auquel assiste l'évêque constitutionnel Arbogast Martin : une école de filles en français dont l'institutrice a 440 livres de traitement, mais pas de logement officiel, une école allemande de jeunes filles confiée à un maître sans logement officiel, deux maîtres pour l'école de garçons, avec un salaire de 340 livres et un logement officiel. L'enseignement est gratuit pour les enfants pauvres, mais les parents aisés doivent payer 10 sols par trimestre¹⁹.

Les réactions protestantes

Les protestants acceptent le serment dans leur immense majorité. Le 1^{er} mai 1791, tous les professeurs, pasteurs et maîtres d'école protestants de Strasbourg prêtent le serment²⁰. Cependant tous les instituteurs protestants n'ont pas eu le même entrain qu'à Strasbourg : le journal radical *Geschichte der gegenwaertigen Zeit* du 30 juillet 1791 écrit : « Il y en a qui ont des têtes tellement envasées que pas un rayon de liberté n'y a encore pénétré ». Ainsi l'instituteur réformé de Bischwiller refuse le serment pour la raison qu'il était de Deux-Ponts et qu'il ne pouvait pas prêter un serment civique aux Français²¹.

Les protestants sont parfois touchés dans le mode de nomination, car « les droits féodaux sont abolis » : dans la seigneurie de Hanau-Lichtenberg, le consistoire du landgrave de Hesse-Darmstadt à Bouxwiller perd son droit de nommer les maîtres. À Niederrottersbach, l'élection du nouveau maître d'école de 20 ans élu le 28 septembre 1791 par les citoyens de la commune est contestée par le pasteur, qui rappelle les

18. Rodolphe REUSS, *op. cit.*, p. 36-37 et n. 1 de la p. 37.

19. *Ibid.*, p. 104-105, d'après le *Journal de Colmar*.

20. *Ibid.*, p. 52.

21. *Ibid.*, p. 52, n. 1.

droits du consistoire de Deux-Ponts. L'administration départementale hésite pendant un an avant de décider que le consistoire de Deux-Ponts n'a plus de pouvoir de nommer l'instituteur²².

Certaines paroisses protestantes cherchent à profiter de la situation pour se débarrasser des instituteurs catholiques qu'elles avaient été contraintes de financer. C'est le cas en 1790 au Ban-de-la-Roche, à Kutzenhausen, dans les paroisses d'Eckartswiller et Sparsbach (six familles catholiques seulement à Sparsbach) et à Lampertheim. Elles n'obtiennent pas satisfaction, mais seuls les arriérés de gages sont exigés²³. À Wolfisheim, la municipalité demande la suppression du maître d'école catholique, « trop onéreux » pour trois à quatre familles catholiques, mais le directoire du département ordonne de payer cet instituteur comme par le passé²⁴. Une autre astuce des municipalités protestantes pour chasser l'instituteur catholique est de le dénoncer comme réfractaire au serment, ce qui est le cas à Lampertheim, Olwisheim et Rohr, destitutions annulées par les administrateurs du Bas-Rhin, car ils ont prêté le serment²⁵. À Hattmatt, la commune réclame la suppression de l'instituteur catholique, car il n'y a plus que cinq catholiques, mais le directoire refuse²⁶. À Roppenheim, le directoire n'accepte pas de modifier le mode de financement : l'instituteur catholique est payé par tous les citoyens, le protestant par les seuls protestants, ce qui est senti comme une injustice²⁷. Ce même refus est opposé à Pfulgriesheim, Schwindratzheim et Hangenbieten²⁸.

Par ailleurs la législation antérieure de Louis XIV est maintenue, qui prévoyait que tous les enfants illégitimes fussent élevés dans la religion catholique : certains parents envoient leurs enfants à l'école luthérienne, alors que le curé constitutionnel les réclame, ce qui est le cas à Geudertheim, à Candel et à Kirrwiller. Le directoire du département

22. PV du 21 septembre 1792, Rodolphe REUSS, *op. cit.*, p. 87.

23. Rodolphe REUSS, *op. cit.*, p. 30-32.

24. PV du 27 juillet 1791 ; Rodolphe REUSS, *op. cit.*, p. 85.

25. Rodolphe REUSS, *op. cit.*, p. 68-70.

26. PV du 9 juin 1793 ; Rodolphe REUSS, *op. cit.*, p. 86.

27. PV du 20 février 1793.

28. PV du 5 octobre 1792, du 20 février 1793 et du 4 mars 1793. Rodolphe REUSS, *op. cit.*, p. 86-87.

s'appuie sur une lettre de l'abbé Grégoire, président du comité de la constitution, à l'abbé Keguelin, curé de Dettwiller, pour ordonner aux récalcitrants d'envoyer leurs enfants illégitimes à l'école catholique²⁹.

À Strasbourg, Jean Friesé³⁰, petit-fils de pasteur et ancien ouvrier tisserand qui a suivi des cours à l'université protestante, ouvre au Temple-Neuf une école gratuite pour jeunes apprentis, où l'enseignement est en allemand ; elle fonctionne les dimanches matin dans la grande cour du Gymnase. Son travail est bénévole, il demande des livres de lecture et des cartes de géographie par la voix des journaux³¹. L'école fonctionne pendant deux ans, puis Friesé est proscrit par la Terreur pour hostilité aux Sans-Culottes, d'abord banni puis emprisonné au séminaire, malgré son enthousiasme révolutionnaire de départ. Il rouvre son école en 1795 et y enseigne à l'école de la paroisse du Temple-Neuf³². Friesé est un des premiers à élaborer un manuel de calcul arithmétique à partir du nouveau système métrique.

La politique de laïcisation et francisation

Suppression de l'enseignement confessionnel par la Convention

La Terreur se met en place progressivement à partir de la chute de la royauté le 10 août 1792 et l'exécution du roi le 21 janvier 1793, dans un contexte de défaites militaires.

Pendant l'an II, la Convention montagnarde promulgue une série de décrets et lois sur l'enseignement. Elle crée un comité d'instruction publique le 2 octobre 1792, décide le 30 mai 1793 une école primaire pour tous les lieux de 400 à 1 500 habitants, en incluant les agglomérations plus petites dans un rayon de 2 km autour du village central³³.

29. PV du directoire du 19 août 1790. Rodolphe REUSS, *op. cit.*, p. 32-33.

30. Sur Friesé, Jean-Pierre KINTZ, « Friesé », *Nouveau dictionnaire de biographie alsacienne*, n° 12, 1988, p. 1 053-1 055.

31. *Geschichte der gegenwaertigen Zeit* du 9 novembre 1791 et *Strassburgische Zeitung* du 15 mars 1793.

32. Rodolphe REUSS, *op. cit.*, p. 102-103.

33. *Ibid.*, p. 106-110.

Fig. 2 : L'école dans le presbytère, illustration d'Yves Bisch dans *Mon école*, éditions du Rhin, 1989, p. 27.

Le 27 janvier 1794, le Comité de Salut Public veut imposer la langue nationale pour vaincre les résistances : « le fédéralisme et la superstition parlent bas-breton ; l'émigration et la haine de la République parlent allemand ; la contre-révolution parle italien et le fanatisme parle le basque : cassons ces instruments de dommage et d'erreur », s'écrit Barère, rapporteur qui propose de combattre les « idiomes barbares et contre-révolutionnaires » en répandant « dans les campagnes la plus belle langue de l'Europe ». La Convention décide : « les élèves apprennent à parler, lire, écrire la langue française ³⁴ ».

34. *Op. cit.*, p. 118-119.

On prononce l'exclusion des nobles et des ministres des cultes : « Aucun ci-devant, aucun ecclésiastique, aucun ministre d'un culte quelconque ne peut être membre d'une commission ou devenir instituteur public ». Il s'y ajoute la fermeture de toutes les églises et lieux de culte à partir du 22 novembre 1793. Les anciens locaux des presbytères catholiques sont assignés aux instituteurs et institutrices « nationaux », mais les pasteurs protestants conservent leurs presbytères, qui ne sont pas confisqués, même si en pratique on a essayé de les leur prendre, ce qui a été le cas à Strasbourg³⁵, à Weinbourg³⁶ à Bouxwiller³⁷, où les deux instituteurs réclamaient un presbytère chacun pour leur logement, ce qui est refusé pour le protestant³⁸.

Introduction des certificats de civisme en décembre 1793

La Convention introduit le 19 décembre 1793 l'obligation de certificats de civisme pour les enseignants (29 frimaire an II), signés au moins par la moitié du conseil de la commune et par deux membres du comité de surveillance du district³⁹. Toute personne chargée de l'instruction publique doit présenter un certificat de civisme sous quinzaine, et à Strasbourg sous huitaine. Dans le Bas-Rhin il est imposé aux membres du corps enseignant par l'arrêté du département du 1^{er} janvier 1794, qui ordonne de créer une école gratuite de langue française dans les communes du département⁴⁰. Le catéchisme en allemand est remplacé dans l'enseignement par la Déclaration des Droits de l'homme en français. Les livres prescrits sont les *Droits de l'homme*, la *Constitution*, le *Tableau des actions héroïques et vertueuses*. L'obligation scolaire fait son apparition, avec une amende pour les parents qui n'envoient pas leurs enfants à l'école pendant trois ans de suite, ce qui dans la pratique ne pouvait guère être mis en vigueur, vu l'absence de financement⁴¹.

35. *Délibération du corps municipal*, VI, p. 768. Rodolphe REUSS, *Notes sur l'instruction primaire en Alsace pendant la Révolution*, *op. cit.*, p. 158-159.

36. Rodolphe REUSS, *Notes sur l'instruction primaire en Alsace pendant la Révolution*, *op. cit.*, p. 223 n. 3 (PV du 13 floréal an V-2 mai 1797).

37. PV du 25 thermidor an III (12 août 1795). Rodolphe REUSS, *op. cit.*, p. 176, n. 3.

38. PV du département du Bas-Rhin du 5 messidor an III (23 juin 1795), Rodolphe REUSS, *op. cit.*, p. 176, n. 3.

39. PV du département du 22 avril 1793, Rodolphe REUSS, *op. cit.*, p. 94.

40. Rodolphe REUSS, *op. cit.*, p. 117.

41. *Recueil des lois et règlements concernant l'instruction publique*, 1814, I, 2^e section, p. 20-22. Rodolphe REUSS, *op. cit.*, p. 114-115.

À partir du 1^{er} juin 1793 apparaissent de longues listes d'instituteurs dans les procès-verbaux du directoire du département, qui accepte ou rejette les certificats. Parmi les premiers mentionnés figurent le maître d'école de la religion des juifs de Weiterswiller, Mayer Levy (PV du 1^{er} juin 1793) et Jean-Pierre Zwilling, « maître d'école de la religion protestante à Gottesheim⁴² » (PV du 6 juin 1793).

Après la chute de Robespierre

La chute de Robespierre le 9 thermidor an II (28 juillet 1794) a été accueillie comme la fin d'un « régime terroriste », mais elle n'a eu aucune incidence sur l'enseignement primaire. Le directoire du département du Bas-Rhin maintient l'obligation de l'enseignement en français et la suppression des anciennes écoles.

Le 18 novembre 1794 (28 Brumaire an III), Lakanal donne lecture de la nouvelle loi qu'il vient de faire voter à la Convention : elle prévoit une école pour 1 000 habitants. « L'enseignement se fera en langue française, l'idiome du pays ne pourra être employé que comme moyen auxiliaire ». Les instituteurs seront nommés par un jury de trois membres désignés par les administrateurs des districts. L'enseignement sera obligatoire et gratuit. Mais le problème du salaire continue de se poser : 1 200 livres de salaire en assignats, c'est maigre.

La Convention thermidorienne n'interdit pas les écoles privées, qui doivent être sous la surveillance des autorités, mais sans obligation de passer devant un jury d'examen. Les Montagnards prétendent « que les petits messieurs riches allaient être endoctrinés » et que les écoles publiques ne seraient plus fréquentées que « par les enfants des sans-culottes⁴³ ».

Puis on renonce progressivement à l'enseignement obligatoire et gratuit voulu par la loi Lakanal du 27 brumaire an III (17 novembre 1794). En août 1795 Lakanal fait diminuer le traitement annuel et établit un écolage de 10 livres annuels par élève, les indigents en étant dispensés, et 15 jours après, le traitement est supprimé⁴⁴.

42. Rodolphe REUSS, *op. cit.*, p. 94 et n. 2.

43. *Ibid.*, p. 167-168.

44. Séance du comité du 6 septembre 1795, le texte modifié a été voté le 25 octobre. Rodolphe REUSS, *op. cit.*, p. 180-181.

Après le coup d'état de fructidor le serment de haine à la royauté

Après le coup d'État du 18 fructidor an V (4 septembre 1797), le Directoire durcit la politique scolaire à la fois pour les écoles publiques « nationales » et les écoles privées. Les prêtres réfractaires qui sont pris sont envoyés en déportation. On maintient l'obligation d'enseigner en français les Droits de l'homme et de respecter le calendrier républicain, avec interdiction de se servir du calendrier ancien et de donner l'équivalence des deux dates, même chez les notaires. La célébration du dimanche est interdite, remplacée par celle du décadi tous les dix jours. On impose l'obligation de respecter les fêtes républicaines, telles celles de la Jeunesse, des Époux, de l'Agriculture et aussi les fêtes politiques : Juste punition du dernier roi des Français le 2 pluviôse, fête de la Liberté le 10 thermidor (exécution de Robespierre), fête de la prise de la Bastille le 26 messidor. Une surveillance des écoles est prescrite⁴⁵.

Suivant l'arrêté du 16 septembre 1797, les instituteurs ne doivent pas diriger des offices religieux ni y emmener leurs élèves. En effet des laïcs présidaient aux offices, car les prêtres réfractaires ne pouvaient pas se montrer⁴⁶.

Le certificat de civisme est maintenu pour l'école publique, mais il est modifié en serment de haine à la royauté et à l'anarchie, d'attachement et de fidélité à la République de l'an III. Dans le Haut-Rhin, ce serment est imposé à titre individuel : les instituteurs sont convoqués à la première séance municipale. Tous ceux qui auront refusé perdront leurs émoluments, salaires et logements s'ils sont publics, et l'enseignement privé est aussi supprimé en cas de refus⁴⁷. Mais il n'y a eu aucun arrêté de ce type dans le Bas-Rhin⁴⁸.

Le Directoire ordonne aussi de surseoir à toute vente de collèges, presbytères et de maisons d'école, afin de les réserver pour les écoles primaires⁴⁹.

45. Rodolphe REUSS, *op. cit.*, p. 227-230.

46. Rodolphe REUSS, *op. cit.*, p. 230-231 à propos de Colmar.

47. *Ibid.*, p. 231.

48. *Ibid.*, p. 232.

49. *Recueil des Lois*, I, 2^e section p. 84 et p. 85-86 ; Rodolphe REUSS, *op. cit.*, p. 228.

Absence d'écoles normales et pénurie de manuels scolaires

L'absence de formation des maîtres aggrave le problème d'ignorance du français. En Alsace, certains cahiers de doléances avaient réclamé une meilleure formation des maîtres⁵⁰. En automne 1792, le député du Bas-Rhin Arbogast, professeur à l'école d'artillerie de Strasbourg, fait décider au nouveau comité d'instruction publique⁵¹ « de faire venir d'Allemagne des ouvrages sur l'organisation des écoles normales, les universités et les gymnases⁵² ». Toutes les tentatives ont échoué, en particulier le projet de Jean-Frédéric Simon de créer une école normale d'instituteurs à Strasbourg. Il obtient en mars 1794 un immeuble appartenant à un général émigré, M. de Klinglin, qu'il sous-loue en partie. Le directoire du département refuse de lui allouer des fonds en septembre 1794 car il n'a pas d'élèves en formation. Simon est expulsé de son logement⁵³. La première École normale sera créée en 1810 à Strasbourg.

L'absence de nouveaux manuels scolaires encourage le maintien du catéchisme : on ne dispose que du *Syllabaire républicain*, des *Dix commandements de la République française*, des *Six commandements de la Liberté* et d'un *Manuel des enfants contenant les éléments de la langue française*. Le ministère de l'Intérieur fait publier trois manuels dont l'un intitulé *Catéchisme français ou principes de philosophie, de morale et de politique républicaine, à l'usage des écoles primaires*⁵⁴. Ces ouvrages restent inconnus dans les écoles rurales d'Alsace.

50. Rodolphe REUSS, *op. cit.*, p. 138.

51. Ce comité d'instruction publique a été constitué le 2 octobre 1792 par la Convention, cf. Rodolphe REUSS, *op. cit.*, p. 106.

52. Citoyen Guillaume, *Procès-verbaux du comité d'instruction publique*, I ; Rodolphe REUSS, *op. cit.*, p. 139.

53. PV du directoire du département du 6 prairial an II (25 mai 1794), Rodolphe REUSS, *op. cit.*, p. 140-141.

54. Rodolphe REUSS, *op. cit.*, p. 211-213.

La résistance catholique

Les communes catholiques résistent, sous l'influence des prêtres réfractaires revenus et ensuite à nouveau bannis. Elles préfèrent souvent rester sans instituteur plutôt que d'accepter un « patriote ⁵⁵ » et font tout pour faire partir les instituteurs « nationaux ». À Houssen, dans le district de Colmar, l'instituteur « national » est mis dans un réduit sans chauffage avec sa famille ⁵⁶. Dans certaines communes du Haut-Rhin, comme à Thann, les parents boycottent les instituteurs laïcs en refusant d'envoyer leurs enfants parce qu'on leur fait réciter les Droits de l'homme.

La suppression en bloc de tous les maîtres d'école paroissiaux aboutit à laisser la plupart des communes rurales sans instituteur. Le district de Benfeld ouvre une école française et y nomme un jacobin, Marc Probst, en février 1794 comme inspecteur des futures écoles. Mais il reçoit une semonce car ce Prost est l'ancien curé constitutionnel de Benfeld. Il ne fait alors plus rien ⁵⁷.

La modération protestante

Les protestants, plus mesurés, consentent à appliquer la loi s'ils trouvent des candidats, surtout à Strasbourg.

Les nominations d'instituteurs protestants officiels

À partir de 1795, les anciens instituteurs et institutrices ont dû passer les nouvelles épreuves, pour éliminer les jacobins excessifs. Dès janvier 1795, les admissions par les jurys sont plus larges : les exclusions de certaines catégories de personnes, dont les prêtres constitutionnels et les pasteurs, disparaissent. Les pasteurs dont les églises restent fermées en profitent, car ils sont toujours acceptés par les jurys. Mais les anciens prêtres constitutionnels admis par les jurys sont systématiquement refusés par les communes catholiques. Ils ne peuvent ouvrir que des écoles

55. *Ibid.*, p. 131-134.

56. Lettre du 15 Brumaire 1794 (*sic*) (5 novembre) adressée par Michel Edendoerfer au district de Colmar. Rodolphe REUSS, *op. cit.*, p. 133.

57. PV du directoire du département du 17 pluviôse An II (5 février 1794). Rodolphe REUSS, *op. cit.*, p. 122.

privées⁵⁸. Cependant Frédéric Antoine Welcker, prêtre allemand devenu vicaire constitutionnel à Bouxwiller, puis commissaire près de l'armée du Bas-Rhin, est admis comme instituteur public à Bouxwiller, ville à majorité protestante⁵⁹.

Entre janvier et septembre 1797, il n'y a qu'une douzaine de nominations, la plupart du temps dans les communes à majorité ou exclusivement protestantes. On y remarque la proportion importante de pasteurs protestants⁶⁰ ; René Ehrenpfort, ci-devant ministre à Oberhoffen, est nommé par le département instituteur primaire dans cette commune, après avoir subi les épreuves du jury de Haguenau⁶¹ ; Jean Jacques Kreiss, « homme de lettres » de Strasbourg, est nommé instituteur primaire à Bischheim, alors qu'il est officiellement depuis 1791 le pasteur luthérien de Bischheim, d'où il passera en 1802 à la chaire de Saint-Pierre-le-Vieux à Strasbourg⁶². Jean Beck, de Strasbourg, demande et obtient la place d'instituteur à Schiltigheim. Georges Albert Lucius, de Wissembourg, est nommé instituteur des trois communes réunies de Weinbourg, Weiterswiller et Wimmenau ; il est ensuite nommé pasteur à Sessenheim⁶³.

La réorganisation à Strasbourg

La ville de Strasbourg, à majorité protestante, essaie de mettre en application la loi : le 22 ventôse an II (12 février 1794), on arrête que les anciennes écoles cesseront d'exister dès que les nouvelles pourront fonctionner et le 25 ventôse (15 février) on stipule que les nouvelles n'enseigneront à lire et à écrire qu'en français⁶⁴. Le corps municipal fait consigner sur ses registres le décret sur le mode de paiement des instituteurs, à qui il est interdit de prendre des élèves en pension et de donner des

58. Rodolphe REUSS, *op. cit.*, p. 228-221.

59. PV du 4 prairial an V (23 mai 1797). Rodolphe REUSS, *op. cit.*, p. 220.

60. Rodolphe REUSS, *op. cit.*, p. 218-219.

61. PV du 10 pluviôse an V (29 janvier 1797).

62. PV du 1^{er} ventôse an V (19 février 1797). Sur Johann Jacob Kreiss (1764-1841), Marie-Joseph BOPP, *Die evangelischen Geistlichen in Elsass und Lothringen*, I, 1959, n° 2932, p. 310.

63. PV du 25 ventôse an V (15 mars 1797). Sur Georg-Albert Lucius (1755-1825), Marie-Joseph BOPP, *op. cit.*, n° 3271, p. 346.

64. Délibérations du corps municipal du 12 mars 1794, V, p. 1960 et du 15 mars 1794, V, p. 1985. Rodolphe REUSS, *op. cit.*, p. 123. *Strassburgische Zeitung* du 4 prairial an II (23 mai 1794). Rodolphe REUSS, *op. cit.*, p. 129-130.

leçons particulières⁶⁵. Le 12 mars 1794, la Ville ouvre un registre pour l'inscription des citoyens et citoyennes qui voudront enseigner ; les candidats doivent se munir d'un certificat de civisme et de bonnes mœurs. Un second registre est créé pour l'inscription des noms des enfants à scolariser et le nom de l'instituteur ou de l'institutrice dont ils font le choix. Les parents qui négligeraient cette obligation seront traduits au tribunal de police correctionnelle. La ville vote l'achat d'exemplaires de *Droits de l'homme* pour les distribuer aux élèves⁶⁶. Les nouvelles écoles sont organisées le 29 avril 1794, mais il n'y a que cinq noms sur la liste des instituteurs agréés en avril, puis neuf en mai⁶⁷.

Il en résulte un nombre énorme d'élèves par instituteur, puisque l'inscription est obligatoire, sans distinction de sexe ou de religion. L'école du citoyen Wolff, la moins chargée, a 298 élèves des deux sexes le 19 mai et 518 le 24 octobre⁶⁸ ; la liste du citoyen Dorn passe de 558 à 700 entre mai et août. Seules les trois institutrices ont moins d'élèves, entre 20 et 116. On manque de locaux, car les presbytères protestants ne peuvent pas être affectés aux écoles. Dans les listes, il y a des élèves de tous âges, la majorité a huit ans au début de ses études et il y a beaucoup de jeunes filles de 16 à 20 ans. La mixité religieuse est pour la première fois une réalité et le luthérien Dorn a aussi des élèves catholiques et juifs. En avril 1795, le nombre d'arrondissements scolaires est porté à 15, dont 12 au lieu de 9 *intra muros*, un à la citadelle, un au Neuhof et un à la Robertsau (qui ne sera pas créé).

Tableau de l'Instruction primaire dans le Bas-Rhin, en l'an 7.

NOMS des CANTONS.	Arrond. de jury d'instruction prim.	Arrond. d'écoles primaires	Instituteurs prim. en activité.	Écoles privées ouvr. en l'an 7.	Elèves coursiers, fête de la jeun. an 7.
Barr.	2	13	9	13	3
Bentfeld.	2	8	2	16	
Bergabach.	5	5	0	15	
Billigheim.	5	6	1	5	
Bischwiller.	3	12	8	20	9
Bouxwiller.	3	9	0	5	
Brunath.	3	10	1	17	
Candel.	5	7	1	13	plusieurs
Dahn.	4	8	1	5	plusieurs
Diemeringen.	6	6	1	5	
Drulingen.	6	5	0	5	
Esseln.	2	6	3	5	
Fort-Vauban.	3	6	1	12	
Geispolsheim.	1	9	5	14	
Hagenau, int. m.	3	3	3	5	20
Hagenau, ext. m.	3	7	0	14	
Harskirch.	6	5	1	11	
Hochfelden.	3	9	1	21	
Ingwiller.	4	7	2	22	
Landau.	5	14	2	38	
Launbourg.	4	13	3	26	
Marolsheim.	2	12	3	5	
Marmoutier.	3	7	1	16	1
Molsheim.	1	19	8	5	47
Niederbronn.	4	17	1	5	
Oberbrunn.	1	9	5	27	
Obernä.	2	8	4	6	13
Petrie - Pierre.	6	6	0	5	
Rosheim.	2	9	8	11	2
Saar - Union.	6	3	0	6	
Saverne.	3	10	0	5	21
Sélestadt, int. m.	2	3	2	5	
Sélestadt, ext. m.	3	7	6	0	
Soultz.	4	15	2	5	
Srasbourg.	1	indéterm.	11	32	167
Tuchersheim.	3	5	1	5	
Villé.	2	8	1	2	
Wasselonne.	1	12	4	17	
Wissembourg.	4	17	3	5	
Wolfskirch.	6	4	0	6	11
TOTAL.	339	105	380	293	

Fig. 3 : Tableau statistique des écoles primaires du Bas Rhin par Bottin en 1799, où on constate le petit nombre d'écoles officielles face à la multiplication des écoles privées.

65. *Strassburgische Zeitung* du 20 ventôse an II (10 mars 1794).
66. *Délibérations du corps municipal* du 16 février 1794, V, p. 1 528. Rodolphe REUSS, *op. cit.*, p. 123.
67. Rodolphe REUSS, *op. cit.*, p. 130-131 et 156-157.
68. *Délibérations du corps municipal*, VI, p. 610. Rodolphe REUSS, *op. cit.*, p. 155.

La multiplication des écoles privées

Les écoles privées se multiplient. Bottin, dans son *Annuaire* de l'an VIII (1799-1800), a publié un tableau statistique des écoles qu'il a pu recenser. À Strasbourg, 11 écoles publiques et 32 écoles privées ; dans le faubourg de la Robertsau, il n'y a aucune école publique et trois privées ; à Saverne, il y a 10 écoles privées et aucune publique⁶⁹.

Mais ces écoles sont surveillées⁷⁰. Pour avoir raison de la « résistance cléricale », le département du Bas-Rhin ordonne de fermer les écoles où l'on n'observerait pas les décadis et fêtes républicaines, où les manuels ne contiendraient pas les Droits de l'homme et la Constitution de l'an III et où on n'enseignerait pas le français. Un cas a été étudié en détail par Reuss : celui d'un instituteur catholique badois de la Robertsau, Jean Martin Schwoerer, dénoncé pour jouer du violon dans des fêtes publiques ou privées (prétendues « orgies ») et pour présider le culte catholique. Le procès-verbal de l'enquête est rédigé en français, mais on le lui a traduit car il ne sait pas le français. Il a des élèves de 6 à 11 ans. Il ignore le premier article des Droits de l'homme et utilise les manuels que les enfants apportent, c'est-à-dire l'Abécédaire et le catéchisme. Il se fait appeler « Monsieur le maître d'école » et non « citoyen ». Il n'utilise que le calendrier républicain, mais les enfants ne viennent pas le dimanche. La fermeture de son école est ordonnée par le bureau de l'instruction publique le 3 septembre 1798 comme « dirigée par les principes de l'ancien régime » et comme « animant la jeunesse à des actes indécents »⁷¹.

La résistance du catéchisme

Un rapport de l'administration du Bas-Rhin, datée du 18 brumaire an VIII (9 novembre 1799)⁷², jour du coup d'État de Bonaparte, envoie au gouvernement le tableau des écoles publiques et particulières. Le

69. BOTTIN, *Annuaire du département du Bas-Rhin*, an VIII, p. 211-215.

70. Rodolphe REUSS, *op. cit.*, p. 254-277, chapitre sur « Le Directoire et les écoles libres (1798-1799) ».

71. Rodolphe REUSS, *Les Tribulations d'un maître d'école de la Robertsau pendant la Révolution*, Fischbach, Strasbourg, 1879 et *Notes sur l'instruction primaire en Alsace pendant la Révolution*, *op. cit.*, p. 263-269.

72. PV du 17 brumaire an VII.

rapport, qui répond à un questionnaire⁷³, donne un bilan mitigé et signale que le principal remède serait de mieux payer les instituteurs. Selon ce rapport, les instituteurs n'ont pas de bons livres, les écoles particulières « sont presque toutes associées à l'étude des catéchismes », mais « vouloir empêcher l'étude des catéchismes de culte dans les écoles privées, ce serait fermer ces écoles et alors l'étude de la lecture et de l'écriture cesserait d'avoir lieu. On ne peut pas les fermer toutes, car ce serait renoncer à la lecture et à l'écriture. Nous nous sommes bornés jusqu'à présent à ordonner la clôture de celles de ces écoles où on enseignait la contre-révolution⁷⁴ ». Les écoles publiques sont en nombre restreint : 69 en tout pour tout le département, les plus fréquentées sont à Strasbourg ; dans les autres communes elles sont désertées ou n'ont que de 12 à 20 élèves. Il est difficile de recruter des maîtres à cause des certificats, du serment, de la mauvaise paye (il y a quelquefois plus du quart des élèves qui ne payent pas pour cause d'indigence) et aussi de l'hostilité des parents. Les maîtres officiels enseignent quelquefois quand même le catéchisme pour ne pas perdre leurs élèves. Il y a six jurys chargés de la nomination des instituteurs, mais ils se bornent aux fonctions d'examen des candidats et surveillent très peu les écoles, faute de traitement suffisant⁷⁵. Les élèves ne récitent guère la *Déclaration des droits et des devoirs* non plus que l'*Acte constitutionnel*. « La principale cause s'en trouve dans la misère des instituteurs, de la campagne surtout, qui n'ayant qu'un petit nombre d'élèves et étant obligés, pour les conserver, de ménager les préjugés des parents, étaient obligés d'y substituer l'enseignement du catéchisme religieux⁷⁶ ».

Les décisions du premier préfet du Bas-Rhin

Le premier préfet du Bas-Rhin nommé par Bonaparte, Laumond, envoie un rapport à Paris sur l'état du Bas-Rhin, intitulé *Statistique du Département du Bas-Rhin*, daté de juillet 1801 et publié sur ordre du ministère de l'Intérieur. Pour l'enseignement primaire, divisé entre les quatre sous-préfectures, il y a en l'an VIII 115 instituteurs publics,

73. Rodolphe Reuss cite *in extenso* les questions et réponses de ce long rapport, *op. cit.*, p. 278-285.

74. Cité par Rodolphe REUSS, *op. cit.*, p. 278.

75. *Ibid.*, p. 279.

76. *Ibid.*, p. 281.

contre 105 en l'an VII. Celle de Wissembourg, avec 102 arrondissements d'écoles primaires (dont Berg-Zabern, Billigheim, Landau, Candel et Dahn annexés) n'a que 14 instituteurs, dont 3 à Wissembourg. Celle de Saverne, avec 71 arrondissements, n'a que 6 instituteurs, dont 1 à Saverne et 1 à Bouxwiller, 1 à Hochfelden. Celle de Strasbourg, avec 108 arrondissements, a 57 instituteurs, dont 11 à Strasbourg, 8 à Bischwiller, 8 à Molsheim, 6 à Wasselonne. Celle de Barr, ville à majorité protestante, avec 64 arrondissements scolaires, a 38 instituteurs, dont 8 à Barr, 8 à Rosheim, 8 à Sélestat, 4 à Obernai et 3 à Erstein. Le rapport note l'importance du nombre des écoles privées (374 contre 115 officielles)⁷⁷.

Laumond décide de supprimer les 345 arrondissements scolaires du Bas-Rhin, qui imposaient de gros trajets aux enfants de certains villages. Il maintient les six jurys d'instruction primaire et le jury central de cinq membres à Strasbourg. Il ordonne l'établissement d'au moins un instituteur dans chaque commune rurale, choisi par élection dans la commune, puis examiné par le jury d'arrondissement et confirmé par le préfet. « Ces instituteurs seront tenus d'enseigner à lire, à écrire, à calculer et à expliquer les éléments de la morale républicaine. Ils enseigneront aussi la langue française, autant que les localités le permettront ». Il suffit de s'efforcer de propager la connaissance du français, même si « la langue allemande est véritablement celle du pays⁷⁸ ». En clair, l'enseignement se fera en allemand si l'instituteur ne sait pas le français ; les Droits de l'homme ne sont plus imposés et le catéchisme n'est plus interdit.

Le préfet souligne la nécessité d'améliorer la condition matérielle des instituteurs, victimes à la fois de l'incertitude de la durée de leur fonction et du mauvais entretien des bâtiments fournis⁷⁹. Mais il n'est pas question d'un financement d'État. C'est aux parents de payer l'écolage et aux communes de fournir les locaux.

Comme du côté catholique, le corps pastoral protestant est soucieux après 1800 de rétablir ses prérogatives de suprématie sur l'enseignement primaire : « C'est le pasteur qui seul instruit le peuple⁸⁰ ».

77. CITOYEN LAUMOND, PRÉFET, *Statistique du département du Bas-Rhin, An X* (1801-1802), p. 224-228.

78. *Ibid.*, p. 237-239 et p. 282-284.

79. *Ibid.*, p. 239-240.

80. Rodolphe REUSS, *op. cit.*, p. 299-300.

Conclusion

Ainsi le bilan de l'enseignement primaire sous la Révolution est largement négatif. La tentative d'école laïque en français a heurté violemment les convictions religieuses en Alsace et aussi la volonté de conserver l'allemand comme langue d'enseignement. Le catéchisme a été un brandon de discorde, car les parents recourraient à la grève scolaire et n'envoyaient pas leurs enfants chez l'instituteur « patriote », au moins chez les catholiques. Les protestants ont été plus accommodants, mais leur volonté de maintenir les instituteurs sous la tutelle des pasteurs est manifeste après le coup d'État du 18 brumaire. L'échec s'explique aussi par un manque de financement. Les instituteurs agréés, accablés par l'obligation de serments et de certificats de civisme, étaient mal payés, souvent même n'avaient pas d'élèves. Quant à l'obligation scolaire, c'était une utopie dans un contexte de banqueroute de l'État français.

Résumé

Les instituteurs alsaciens et la bataille du catéchisme sous la Révolution

Rodolphe Reuss a fait une étude approfondie d'archives sur les instituteurs sous la Révolution, étude peu connue. L'enseignement primaire a été fortement désorganisé sous la Révolution, car il était jusqu'alors basé sur le catéchisme qui servait de livre de lecture. La Révolution a exigé des maîtres d'école, devenus les instituteurs, un serment de fidélité à la constitution, qui a été le plus souvent refusé par les catholiques, mais accepté par les protestants. Ces derniers ont cherché alors à se débarrasser des maîtres catholiques qu'on imposait à des communes protestantes de financer. La situation s'aggrave après la chute du Roi le 10 août 1792. La Convention exige des « certificats de civisme » et veut imposer l'enseignement en français en remplaçant le catéchisme par la récitation de la déclaration des Droits de l'Homme et du citoyen. La crise touche alors les protestants aussi, mais ils y résistent mieux. Les parents d'élèves retirent leurs enfants et certains instituteurs agréés enseignent quand même le catéchisme pour ne pas perdre leurs élèves. Les écoles privées sont fermées si elles ne respectent pas le décadi. L'enseignement en français butte sur l'absence de maîtres compétents. C'est le premier préfet du Bas-Rhin Laumond qui va rétablir l'enseignement primaire dans les communes, sans intervenir sur le contenu. (C.V.).

Zusammenfassung

Die elsässischen Grundschullehrer und die Schlacht um den Katechismus zur Zeit der Revolution

Rodolphe Reuss hat eine tiefgründige aber wenig bekannte Untersuchung von Archivmaterial über die Lehrer in Zeiten der Revolution geliefert. Die Organisation des Grundschulwesens war in der Revolution stark durcheinandergebracht, da sie auf einem Katechismus basierte, der als Lesebuch diente. Die Revolution verlangte von den Schulmeistern, die nun staatliche Lehrer geworden waren, einen Treueschwur auf die Verfassung, der in der Mehrheit von den Katholiken abgelehnt wurde, zu dem sich aber die Protestanten bekannten. Diese versuchten dann katholische Lehrer, deren Bezahlung man protestantischen Gemeinden aufgezwingen hatte, loszuwerden. Die Situation verschlechterte sich noch nach der Abschaffung der Monarchie

am 10 August 1792. Die Konvention verlangte „Gemeinsinn-Zertifikate“, will den Unterricht in französischer Sprache zur Pflicht machen und den Katechismus durch das Vorlesen der Allgemeinen Menschenrechtserklärung ersetzen. Die Krise trifft dann auch die Protestanten, aber diese widerstehen ihr besser. Eltern ziehen ihre Kinder zurück und manche zugelassene Lehrer unterrichten den Katechismus trotzdem um nicht ihre Schüler zu verlieren. Private Schulen werden geschlossen, wenn sie nicht den *décadi* (10. und freier Tag im Revolutionskalender) respektieren. Der Unterricht in französischer Sprache gestaltet sich schwierig mangels Sprachkompetenzen der Lehrer. Schließlich bringt der erste Präfekt des Unterelsass Laumond den Grundschulunterricht wieder in den Gemeinden in Gang, ohne auf den Inhalt einzuwirken. (trad. R.S.).

Summary

Alsatian primary school teachers and the battle of the catechism during the French Revolution

Rodolphe Reuss has published an extensive – though little known – study of the archives concerning primary school teachers during the Revolution. Primary school teaching was completely disrupted during the Revolution, mainly because it was based on the catechism used as a reading textbook. During the Revolution schoolmasters, now teachers, were expected to sign a loyalty oath of allegiance to the Constitution, which most Catholics refused to do, contrary to Protestant masters. As a consequence, the latter tried to get rid of Catholic teachers whose salary was being paid by the Protestant village authorities. Things became even worse after the abolition of monarchy on August 10th, 1792. The Convention made both an “act of citizenship” and the replacement of the catechism by the reciting of the Declaration of the Rights of man and of the citizen compulsory. This critical situation also applied to Protestant teachers, although to a lesser extent. Certain parents decided to take their children out of school and certain certified teachers decided to nevertheless teach the catechism so as to make sure their pupils would not walk out. Private schools refusing to submit to the “*décadi*” system were closed down. The teaching of the French language was jeopardized by the lack of competent masters. The first Prefect of the Bas-Rhin, Laumond, first restored primary schools everywhere, without interfering in their ways of teaching. (trad. P. B.)